**COMMUNIQUE DE PRESSE**

**Lille, le lundi 6 février 2023**

ETAT DES LIEUX ET ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

**La CCI HAUTS-DE-FRANCE, la**[**Banque de France**](https://www.banque-france.fr/)**, la**[**CMA**](https://www.cma-hautsdefrance.fr/?location=80000%20Amiens,%20France&radius=350) **HAUTS-DE-FRANCE  et la**[**Chambre d’Agriculture**](https://hautsdefrance.chambres-agriculture.fr/) **s’associent pour présenter les résultats de leurs enquêtes de conjoncture sur le bilan de l’année 2022 et les perspectives 2023.**

**Regard sur l’agriculture**

**2022 : des résultats globalement en hausse dans un contexte tumultueux et incertain**

Tirés par les prix, les résultats de la ferme France sont en amélioration en 2022. L’offre mondiale de céréales et oléagineux, perturbée par la guerre en Ukraine et les mauvaises récoltes sur d’autres continents, a entraîné une fluctuation des cours inégalée depuis les émeutes de la faim.

Les cultures d’automne ont pu couvrir la hausse des charges, alors que les rendements des cultures de printemps ont souffert de la sécheresse. Les éleveurs d’herbivores ont dû faire face à un manque de fourrage et les troupeaux granivores ont essuyé la hausse des prix des aliments.

**Des agriculteurs inquiets par la hausse des charges**

Si la plupart des producteurs avait pu s’approvisionner avant la hausse vertigineuse du prix des engrais en 2021, l’effet ciseaux sera à observer plus particulièrement en 2023, si les cours des céréales chutent, alors que les engrais ont été achetés au prix fort.

Les endiveries, autres installations frigorifiques ou encore les méthaniseurs, sont particulièrement impactés par la hausse des prix de l’énergie et des coûts des matériaux. Dans ce contexte inflationniste, les ménages ont tendance à réduire leur consommation. Or, le poste alimentaire sert souvent de variable d’ajustement et les produits de qualité, plus chers, sont les premiers impactés.

En Hauts-de-France, depuis 2017, la balance commerciale agricole et alimentaire se dégrade régulièrement : nos importations alimentaires, en valeur, augmentent plus rapidement que nos exportations.

Le rôle du consommateur – particulier ou collectivité – dans ce contexte est primordial : est-il prêt à transcrire son engagement citoyen en acte d’achat ? L’enjeu du changement climatique devrait l’y inciter mais il s’avère que la préoccupation principale, sur le sujet, pèse surtout sur les épaules des producteurs.

Notre terroir régional permet aux citoyens de disposer d’une alimentation variée et de qualité et il convient de préserver cet atout pour nos enfants.

**Regard sur la sphère productive**

**Le chiffre d’affaires des industries régionales s’est inscrit en forte progression dans un contexte de hausse des coûts**



**En 2022, le chiffre d’affaires des industries régionales quel que soit le secteur a été porté à la fois par une hausse des quantités produites et par l’augmentation du prix facturé pour celles-ci.**

Les effectifs industriels régionaux se sont inscrits en léger recul, sous l’effet conjoint de difficultés de recrutement et d’un moindre recours aux effectifs intérimaires.

**La rentabilité a été préservée pour deux entreprises sur 3 mais le nombre d’entreprises ayant vu leur rentabilité diminuer a progressé de 6 points.**

**Pour 2023, les industriels annoncent un chiffre d’affaires en légère hausse avec des disparités selon les branches.**

**Les dirigeants du BTP annoncent un net ralentissement de la croissance pour 2023**



**La hausse de la production totale du secteur de la Construction, en 2022 (+5,8%) s’est inscrite au-dessus des prévisions formulées l’an passé (+3%). Le sous-secteur des Travaux Publics (+5,4%) a aussi dépassé les prévisions formulées l’an passé (+0,2%).** La part des entreprises déclarant une diminution de leur rentabilité a doublé pour tous les secteurs de la Construction par rapport à notre précédente enquête.

**Pour 2023, les chefs d’entreprise de la Construction annoncent un net ralentissement de la croissance de la production (+1,7%) avec une quasi-stabilité de l’activité dans les Travaux Publics par rapport à 2022.**

**L’activité des services marchands hors hébergement-restauration a été dynamique en 2022. L’incertitude prévaut pour 2023**

****

**L’année 2022 aura été une année satisfaisante dans l’ensemble pour le secteur des services marchands dépassant les prévisions formulées l’an passé (+4,2%) et affichant une progression de 8,6% contre 7,7% lors de notre précédente enquête**. La rentabilité s’est dégradée avec seulement 34% des entreprises qui ont déclaré avoir vu leur rentabilité augmenter contre 52% l’an passé.

**Pour 2023, à l’instar des autres secteurs, les chefs d’entreprise se sont montrés prudents et annoncent une hausse très mesurée de leur activité.**

**Regard sur l’artisanat**

**Après une année 2021 présentant des signes de reprise, l’économie artisanale est entrée en 2022 dans une nouvelle ère de complexités : maintien des tensions d’approvisionnement, coûts élevés des matières premières, envolée des tarifs énergétiques, inflation, baisse de la consommation des ménages...**

**L’activité peine à se relancer en 2022**

Après un **début d’année gâché** par la **reprise épidémique du COVID**, les secteurs de **l’artisanat alimentaire et celui des services** **ont retrouvé un niveau d’activité plus normal**. Au dernier trimestre, **leur activité est à nouveau réduite** par un niveau de **consommation freiné par l’inflation**.

Après une **année orientée vers la sous-activité**, l’artisanat de **production** **reprend des couleurs** au dernier trimestre, notamment grâce au repli des cours des matières premières.

**Les artisans du bâtiment quant à eux résistent** encore aux aléas de l’économie et aux difficultés d’approvisionnement encore persistantes, à la faveur d’une demande demeurant supérieure à l’offre.

**Les trésoreries mises à contribution**

Les **trésoreries ont été dégradées** pour la majeure partie des artisans en 2022. L’alimentaire est particulièrement concerné : 77% des artisans du secteur ont vu leur trésorerie se dégrader au dernier trimestre.

Les **prix élevés des matières premières** et les **hausses de charges** ont nettement **fragilisé les finances** des entreprises en 2022. La **hausse des tarifs énergétiques** en particulier a été significative : un artisan sur deux y a fait face en 2022, deux sur trois dans le secteur alimentaire.

**Des perspectives marquées par les inquiétudes**

Les artisans n’envisagent **pas d’amélioration à court terme** sur le plan de l’activité, du chiffre d’affaires ou des trésoreries.

Seuls **les artisans du bâtiment envisagent majoritairement un niveau d’activité stable**. En revanche, la tendance au **maintien des effectifs** demeure forte dans tous les secteurs.

**A plus long terme, les artisans doivent composer avec un dilemme** : comment intégrer des coûts de production élevés sans les répercuter complètement sur leurs prix de vente ? Combien de temps vont-ils pouvoir puiser dans leur trésorerie, réduire leurs marges et diminuer leurs revenus comme nombre d’entre eux en sont actuellement contraints ?

**2023 : entre défiance et résilience…**

**Des freins au développement de plus en plus intenses**

**3 principales difficultés sont remontées par les chefs d’entreprises.**

**Avant tout, les dirigeants déplorent le recul du pouvoir d’achat. Dans le contexte inflationniste que nous connaissons,** cette difficulté est citée par 59% des répondants et concerne notamment le commerce de détail et les hôtels, cafés et restaurants.

**L’augmentation des prix des matières premières est le second frein au développement** de l’activité pour 58% des entreprises. Elle impacte particulièrement les secteurs du commerce de gros, de la construction et de l’hôtellerie-restauration (76% en moyenne, contre 52% en moyenne dans les autres secteurs).

**L’augmentation du coût de l’énergie** arriveen 3ème position des difficultés exprimées par les dirigeants : Elle est citée par 48% des chefs d’entreprise, un pourcentage en très forte augmentation par rapport à 2021 (28%). D’ailleurs, **45% des répondants à l’enquête déclarent avoir subi une hausse de leurs tarifs énergétiques** en 2022 (électricité et gaz notamment). Cette part atteint 53% dans l’hôtellerie restauration et 61% dans l’industrie.

Cette hausse des prix entraine de **multiples conséquences pour les entreprises, avant tout internes**, puisqu’un dirigeant sur deux déplore une réduction de ses marges et une baisse de sa rentabilité, ainsi que la dégradation de sa trésorerie, **mais également externe**, puisque 43% des répondants ont en partie reporté cette augmentation sur leurs clients.

**L’accès à la main d’œuvre reste une préoccupation forte**

Parmi les nombreuses difficultés des entreprises signalées en 2022, celles liées au recrutement constituent un frein non négligeable à leur développement. **Un dirigeant sur 4 déclare être concerné par la complexité à trouver de nouveaux collaborateurs**. Ces difficultés sont particulièrement marquées pour les entreprises de 10 salariés à 249 salariés (+ de la moitié d’entre elles), et certains secteurs sont davantage impactés : la construction est le plus affecté (47%) suivi par les transports (42%) et l’industrie (40%).

Comment attirer de nouveaux talents ?

Pour remédier à l’absence de disponibilité de la main d’œuvre, les entreprises doivent désormais développer des solutions et innover dans leur approche RH.

Ainsi, pour attirer de nouveaux talents, **56% des dirigeants mettent en avant le cadre de travail, puis les valeurs de l’entreprise (51%) et la volonté d’être attentif à l’équilibre entre la vie professionnelle et personnelle (45%)**. A l’inverse, l’intégration de personnes éloignées de l’emploi, l’utilisation des réseaux sociaux ou le management agile sont moins développés.

Comment fidéliser ses salariés ?

Les **stratégies de rétention des salariés sont nombreuses** et comprennentdes mesures et des actions mises en place au sein de l’entreprise pour favoriser le bien-être, la satisfaction, l’engagement et la productivité des individus.

Ainsi, les entreprises mettent en avant certaines stratégies similaires à celles mises en place pour attirer de nouveaux talents telles que **le cadre de travail** (**62%) ou l’équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle (48%)**. Elles s’appuient également sur d’autres leviers tels que, par exemple, **une politique incitative de salaires et de primes (60%),** moins présente lorsqu’il est question d’attirer de nouveaux talents.